

Réponses :

Q1 : Quelle est la nature de la crise ?

La crise des années 1970-1980 est dans un premier temps perçue comme conjoncturelle. Il s'agit d'une conséquence des « chocs pétroliers » de 1973 et de 1979. En effet, la Guerre Israélo-arabe de 1973 puis la Révolution islamique en Iran ont pour effet une forte augmentation du prix du pétrole (X6 en moins de 10 ans) dont les conséquences économiques sont nombreuses dans les pays industrialisés, principaux consommateurs d'hydrocarbures. Pour l'industrie, la crise pétrolière conduit à une augmentation des coûts de production et donc à celle des prix de vente. Les pays se retrouvent donc dans une spirale **inflationniste**.

Mais la crise est plus profonde dans les pays industrialisés du Nord. Les entreprises les moins modernes et les moins productives se retrouvent en situation de faillite car elles perdent leur rentabilité, d'autant que l'augmentation des prix conduit à un ralentissement de la consommation.

Pour de nombreux économistes, le choc pétrolier ne fut qu'un amplificateur d'une crise préexistante qui n'est donc pas conjoncturelle mais structurelle (doc.2). Le système des Trente Glorieuses arrive à son terme et la crise nécessite une restructuration des économies des pays industrialisés.

D'autre part, l'échec des politiques publiques de relance -politiques keynésiennes- montre que la crise « n'est pas qu'un accident » mais une évolution structurelle des économies des pays industrialisés. En effet, les états creusent leurs déficits publics, contribuent à renforcer l'inflation, sans pour autant réduire le chômage.

Q2 : Quelles sont les conséquences économiques et sociales ?

Les conséquences économiques et sociales sont nombreuses. Le principal problème économique est l'inflation qui est supérieure à 5% par an entre 1970 et 1985 et dépasse les 11% entre 1973 et 1974, une telle inflation conduit à un doublement des prix en moins de 10 ans.

Le PIB et la production industrielle évoluent lentement et en dents de scie. Leurs taux de croissance, entre 1970 et 1985, varient de 1 à 4,7% par an pour le PIB et de 0,3 à environ 5% par an pour la production industrielle. Sans devenir négatif, la croissance est donc ralentie et ne permet plus de générer suffisamment d'emplois pour permettre le « plein emploi ».

La principale conséquence sociale de la crise est donc la croissance du chômage. Les pays industrialisés connaissent des situations très variables, mais quittent une situation de **plein emploi** pour une situation de **sous emploi** qui peut atteindre 20% de la population active, comme le montre l'exemple de l'Espagne. Dans de nombreux pays, le chômage s'accompagne d'une précarisation des contrats de travail. En France plus d'un tiers des contrats sont précaires et une part importante de la population active vit désormais, dans la peur de la perte d'emploi. A l'échelle des pays industrialisés de l'OCDE, le chômage triple en moins de 20 ans pour s'établir autour de 30 à 35 millions de sans-emplois à la fin des années 1980.

La répartition des emplois par secteur change dans les pays industrialisés. Les secteurs primaire et secondaire perdent de nombreux emplois au profit du secteur tertiaire qui devient le secteur dynamique des économies des pays du Nord. Peu à peu, les pays du nord deviennent des économies « post-industrielles ». En revanche, de nouveaux pays s'industrialisent et profitent de leur faibles coûts de main-d'œuvre pour attirer les investissements industriels ; c'est le cas de la Corée du Sud qualifiée de NPIA (Nouveau Pays Industrialisé d'Asie) (doc. 3). Les Etats du tiers-monde conservent, pour la plupart, une économie rurale et ne connaissent pas de transformation profonde de la structure de leur population active (ex du Zaïre).

Q3 : Comment les entreprises s'adaptent-elles ?

Pour faire face à cette crise, les entreprises industrielles réorganisent leur production. Elles abandonnent les activités les moins rentables ce qui a pour conséquence une **désindustrialisation** en particulier dans les régions industrielles les plus anciennes (pays noirs) et dans les secteurs de l'industrie lourde (photo p28). En effet, la perte de rentabilité s'explique par la croissance des coûts de production (coût de l'énergie, salaires élevés) qui empêchent les industries des pays du Nord de rivaliser avec les usines des pays émergents. Ainsi, les multinationales n'hésitent-elles pas à **délocaliser** leur production vers des pays à moindres coûts de fabrication.

Dans le même temps, les industriels procèdent à une modernisation de leur appareil productif et investissent dans la **robotisation** qui permet d'importants gains de productivité et une baisse du nombre de salariés. Les usines travaillent **en flux tendu** et recherchent à atteindre l'objectif des 5 zéros : « ni stock, ni papier (informatisation), ni défaut, ni délai, ni panne ».

Conclusion :

Aux Trente Glorieuses a donc succédé une période d'instabilité économique qui se caractérise par une succession de périodes très courtes de croissance et de récession. Les économistes utilisent l'expression des « **vingt piteuses** » pour désigner la période allant de 1973 à 1995. Mais il semble que nous ne soyons pas sortis de ce cycle qui perdure depuis maintenant 35 ans.